



Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale

« À la rentrée, il y aura un cadre clair »

INTERVIEW

RÉPLIQUE Après l'assassinat de Samuel Paty, le ministre estime que « plus personne n'a droit à la lâcheté »

Quel message adressez-vous aux enseignants traumatisés ?

Un message d'empathie, de solidarité, de cohésion et d'unité. Le minimum que nous devons à Samuel Paty, c'est d'être à la hauteur de la situation. La République nous donne nos droits, en particulier la liberté d'expression. Aujourd'hui, la République a besoin de nous.

Vous aviez institué des procédures contre les « atteintes à la laïcité »...

Oui. Elles n'étaient pas conçues pour faire face au terrorisme, mais pour résoudre le problème des atteintes quotidiennes à la laïcité. Nous avons mis en place un conseil des sages de la laïcité qui a élaboré les règles de référence pour l'Éducation nationale. C'était indispensable pour traiter avec clarté les cas auxquels sont confrontés les personnels. Nous avons en même temps créé des équipes « valeurs de la République », dès l'automne 2017, dans tous les rectorats pour recueillir les signalements, soutenir les équipes et trouver des solutions sur le terrain.

Ces procédures ont-elles été suivies à Conflans-Sainte-Honorine ?

Ce système et les personnes qui l'animent ont été présents jour après jour pour Samuel Paty. Dans un premier temps, cette affaire est de faible intensité, à partir du cours de M. Paty et du malentendu qui se noue avec quelques parents d'élèves qui pensent que leurs enfants ont été exclus du cours parce que musulmans. Le professeur a été tout de suite soutenu par sa principale, qui a fait appel aux équipes académiques « valeurs de la République ». Les questions soulevées sont clarifiées, les parents, apaisés, et le principe de la liberté d'expression, conforté.

Que s'est-il passé alors ?

Il y a un deuxième temps, qui relève clairement d'une volonté de créer du scandale et d'être dans une posture violente de la part d'un autre père de famille. Sa fille, exclue pour deux

jours pour d'autres raisons, n'était pas au cours de M. Paty, mais son père tente de faire croire que cette exclusion est liée à ce cours. Il s'agit d'une série de mensonges. Ce père de famille vient au collège avec le militant islamiste Abdelhakim Sefrioui, dont la principale ignore qui il est. Une vidéo est diffusée et une plainte déposée par ce père de famille. L'inspecteur d'académie adjoint a alors un échange avec M. Paty, une semaine avant le meurtre : ils sont en accord complet et estiment que cette agressivité représente une menace inacceptable vis-à-vis du professeur et du collège, même si elle n'allait pas jusqu'à une menace de mort. D'où la décision conjointe de porter plainte. Ce qui sera fait par la principale elle-même, avec M. Paty, au commissariat dès le mardi 13 octobre.

La responsabilité n'incombe-t-elle pas aux services de renseignement ?

Aucun élément ne permet de le penser. Il est toujours plus facile de réécrire l'histoire a posteriori. J'ai saisi l'inspection générale de l'Éducation nationale : elle rendra en début de semaine prochaine son rapport, dont les conclusions seront versées au dossier judiciaire.

Quelle sera la réponse de l'Éducation nationale ?

Les organisations syndicales, de façon unanime, m'ont demandé un cadrage clair et précis pour ne laisser aucun enseignant dans le flou. Ce cadre, nous allons le construire ensemble pour le jour de la rentrée, mais aussi dans la durée, dans le sens d'un renforcement des valeurs de la République, de la laïcité et de la protection des personnels.

Comment se passera la rentrée ?

En trois temps. Un premier temps permettra aux adultes de l'établissement de se préparer, ce qui décalera un peu l'horaire de rentrée des élèves. Un deuxième temps, pédagogique, avec les élèves, permettra de réaffirmer les principes de l'école et de la République. Un troisième temps, plus collectif, dans le respect des consignes sanitaires, réunira dans la cour de récréation les élèves, les professeurs et les partenaires de l'école pour une minute de silence, puis la lecture de la « lettre aux instituteurs et institutrices », de Jean Jaurès.

« J'ai conscience qu'on a perdu beaucoup de terrain pendant des années »

Ce dispositif ne vaudra-t-il que pour le secondaire ?

À l'école primaire aussi, il y aura un temps pédagogique. Nous préciserons cela après consultation des organisations représentatives. À l'école élémentaire, il y aura une minute de silence. Et un temps d'échange avec les élèves avec un cadre donné aux enseignants. Pour la maternelle, il est évident que nous devons avoir beaucoup de tact avec les plus petits, à qui on ne doit pas parler d'une telle violence. Mais on doit être en mesure d'apporter des réponses aux questions qu'ils peuvent poser. À la maternelle, il n'y aura pas la minute de silence mais un temps calme.

Selon des enseignants, leur hiérarchie ne veut pas faire de vagues...

« Pas de vagues » est une expression que j'ai combattue dès mon premier jour au ministère. Ce changement de doctrine est très clair. Il reste encore du chemin pour qu'il s'accomplisse pleinement, mais nous avons renversé la vapeur. Les acteurs ont été invités à signaler tous les problèmes liés à la laïcité et à la violence. Nous avons créé une plateforme qui permet à chaque membre du personnel de signaler une atteinte. Nous nous sommes engagés à répondre sous vingt-quatre heures. Et ça fonctionne. Plus personne ne doit se sentir seul.

Comment lutter contre une tendance des enseignants à l'autocensure ?

Je ne dis pas que ces phénomènes n'existent pas : il y a une dimension psychologique, des peurs... J'ai bien conscience qu'on a perdu beaucoup de terrain pendant des années. Mais j'espère que ce drame permettra une prise de conscience collective. Le problème vient aussi parfois des familles. Il faut donc retrouver cette règle d'airain : les parents ne se mêlent pas de pédagogie. Et toute agressivité d'un parent doit être suivie d'une réaction de l'institution.

Les caricatures de Charlie doivent-

**elles figurer dans les manuels ?**

Respectons la liberté pédagogique et éditoriale. On ne doit pas se censurer. Ce serait mettre le doigt dans l'engrenage fatal de l'intimidation. Mais chacun doit comprendre que les caricatures de Mahomet ne représentent pas une obsession de notre part de se moquer de Mahomet ! C'est le malentendu que nous devons dissiper avec une partie du monde musulman qui, de bonne foi, pense qu'il y a une volonté d'agression. L'agression vient plutôt de personnages qui attisent la violence en donnant de fausses interprétations de ce qui se fait et se dit en France.

Vous avez fustigé « l'islamogauchisme » qui « fait des ravages à l'université » : qui visez-vous ?

Plus personne n'a le droit à la lâcheté. Il y a un combat à mener contre une matrice intellectuelle venue des universités américaines et des thèses intersectionnelles, qui veulent essentialiser les communautés et les identités, aux antipodes de notre modèle républicain qui, lui, postule l'égalité entre les êtres humains, indépendamment de leurs caractéristiques d'origine, de sexe, de religion. C'est le terreau d'une fragmentation de notre société et d'une vision du monde qui converge avec les intérêts des islamistes. Cette réalité a gangrené notamment une partie non négligeable des sciences sociales françaises, je défie quiconque de me dire le contraire. Certains font ça consciemment, d'autres sont les idiots utiles de cette cause. Mais je n'ai jamais voulu dire que toutes les universités et leurs présidents en étaient complices : ils en sont majoritairement les victimes. Ça se constate aussi dans le monde médiatique, où un homme comme Edwy

républicain et le lendemain islamogauchiste ! Il a franchi la ligne jaune le jour de sa participation à une manifestation « contre l'islamophobie » dans laquelle certains participants ont comparé la condition d'un musulman en France à celle d'un Juif sous l'Occupation... C'est un paradoxe historique énorme de voir l'extrême gauche française, pour la première fois, tourner le dos aux idéaux de la Révolution française au bénéfice d'une vision du monde plus proche de celle des États-Unis et au service de l'obscurantisme le plus sombre. M. Mélenchon veut être dans l'Histoire. Mais c'est pour cette trahison qu'il y figurera. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, à rebours de ces phénomènes, c'est le renouveau d'une conscience républicaine, au cœur de la société et de la vie politique française. C'est cette énergie au service de la liberté que nous devons transmettre aux générations futures. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIANNE ENAULT, SARAH PAILLOU
ET DAVID REVAULT D'ALLONNES



Vendredi à Paris.
SERGE PICARD POUR LE JDD

**« Les caricatures
de Mahomet
ne représentent
pas une obsession
de notre part »**

Plenel déploie méthodiquement une stratégie de conquête des esprits dont le ressort est la haine collective de soi.

Vous visez aussi LFI. Pourquoi ?

Certaines structures politiques se greffent sur cette matrice par démagogie, par cynisme, car elles cherchent chez les musulmans un substitut à leurs électeurs perdus. Jean-Luc Mélenchon est un jour